



Ville de Mougins
Urbanisme

Conseil Municipal

Séance du jeudi 25 septembre 2025

Délibération

N° 2025-079

**MOUGINS - VILLE DURABLE - PLAN LOCAL D'URBANISME – MODIFICATION N° 5 -
DECISION SUR L'AVIS CONFORME DE LA MISSION REGIONALE D'AUTORITE
ENVIRONNEMENTALE**

Le vingt-cinq septembre à dix-neuf heures le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Salle Courteline, sous la présidence de Monsieur Richard GALY, Maire.

Convocation – Affichage :

Date de la Convocation : 19 septembre 2025
Date d'affichage convocation : 19 septembre 2025
Affichage du conseil après la séance : 26 septembre 2025

Nombre de membres :

En exercice : 33
Présents : 26
Représentés : 7
Absents : 0

Membres présents :

GALY Richard	LERDA Jean-Claude	BARBARO Julie
ULIVIERI Christophe	LANTERI Jean-Louis	DOLLA Lisa
FRISON-ROCHE Fleur	BURE Jean-Pierre	CASOLI Didier
LAURENT Denise	FARCIS Hedwige	CARDON Didier
LOPINTO Guy	POUVILLON-TOURNAYRE	DI SINNO Carline
TOURETTE Christophe	Christine	BREGEAUT Jean-Jacques
BARNATHAN Hélène	HUGUENY Emmanuelle	HEBANT Jérôme
VALIERGUE Michel	SIMON Catherine	ROUX Ghislaine
RANC Jean-Michel	GAUME-CORNU Axelle	RENAUDIER Serge.

Membres absents :

BIANCHI Michel donne procuration à ULIVIERI Christophe
IMBERT Maryse donne procuration à POUVILLON-TOURNAYRE Christine
BEAUGEOIS Pierre donne procuration à BURE Jean-Pierre
HICKMORE Brian donne procuration à HEBANT Jérôme
BARDEY Philippe donne procuration à GALY Richard
ESPINASSE Frédéric donne procuration à TOURETTE Christophe
DUHALDE-GUIGNARD Françoise donne procuration à DI SINNO Carline

Mme DOLLA est nommée secrétaire de séance, conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Rapporteur : Monsieur Richard GALY

Objet : **MOUGINS - VILLE DURABLE - PLAN LOCAL D'URBANISME –
MODIFICATION N° 5 - DECISION SUR L'AVIS CONFORME DE LA MISSION
REGIONALE D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 104-1 à L 104-3 et R 104-28 à R 104-37,

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 122-4 à L 122-11 et R 122-17 et R 122-21,

Vu l'arrêté du 7 juin 2023 portant engagement de la procédure de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mougins,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 juin 2023 relative aux modalités de la concertation du projet de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la saisine de l'Autorité Environnementale du 18 juillet 2025 pour avis conforme dans le cadre de la procédure cas par cas sur le projet de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'avis conforme n° 004047/KK AC PLU de la Mission Régionale d'Autorité Environnement en date du 17 septembre 2025 concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale,

Considérant que les évolutions législatives et réglementaires récentes imposent désormais de mettre en œuvre, *a minima*, une procédure d'examen au cas par cas pour tous les projets d'évolution de PLU, telle que prévue par l'article R 104-12 du code de l'urbanisme, afin de déterminer s'ils ont des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé humaine ;

Considérant que dans le cadre de la procédure de modification de droit commun n° 5 de son Plan Local d'Urbanisme, la Commune a réalisé un dossier d'auto-évaluation environnementale qui prouve l'absence d'incidences significatives sur l'environnement et la santé humaine des évolutions portées par ce projet ;

Considérant que ce dossier a été soumis à l'Autorité Environnementale pour un examen au cas par cas *ad hoc*, en application de l'article R 104-33 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'au terme du délai imparti, l'Autorité Environnementale a entériné l'analyse de la Commune par son avis conforme en établissant que le projet de modification n° 5 du PLU ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Considérant qu'il appartient à la personne publique responsable, sur la base de cet avis conforme rendu, de prendre une décision motivée relative à la non réalisation d'une évaluation environnementale, telle que mentionnée aux articles R 104-33 et R 104-37 du code de l'urbanisme ;

Considérant que cette évaluation environnementale n'apparaît pas nécessaire aux motifs que :
les modifications envisagées n'ont pas d'incidences notables sur l'environnement. Les évolutions apportées sur le contenu du document de planification renforcent les protections environnementales (Espaces Boisés Classés, création de périmètres de protection, intégration de nouveaux éléments remarquables, extension de zones naturelles) en limitant les effets de 'artificialisation des sols, en préservant les milieux naturels et en réduisant le ruissellement des eaux sur des sols imperméabilisés ; respectent les plans de prévention des risques naturels en vigueur ; prennent en compte les contraintes supra-communales liées au SCOT'Ouest des Alpes-Maritimes (protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, ;préservation du patrimoine naturel et culturel, optimisation de la densité des zones urbanisées déjà existantes)
elles n'ont pas d'impact sur les zones sensibles (zones Natura 2000, ZNIEFF, biotopes protégés) ni sur la ressource en eau ou les réseaux, les eaux usées excédentaires pouvant être absorbées par les stations d'épuration dans lesquelles elles sont traitées et la consommation d'eau potable supplémentaire étant estimée à 0,2 % de la consommation communale totale.

Le Conseil Municipal est invité à :

Article 1 :

Prendre acte de l'avis conforme n° 004047/KK AC PLU rendu par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale le 17 septembre 2025 confirmant l'absence de nécessité de soumettre le projet de modification n° 5 du PLU à une évaluation environnementale.

Article 2 :

Décider, sur le fondement de l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, de ne pas procéder à l'évaluation environnementale du projet de modification n° 5 du PLU en l'absence d'incidences négatives notables de l'environnement et la santé humaine.

Le Conseil Municipal, après en avoir débattu et délibéré, adopte à l'unanimité (33 votants).

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

La secrétaire de séance
Lisa DOLLA

Pour extrait conforme
Au registre des délibérations

Le Maire,
Richard GALY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de Monsieur le Maire de Mougins dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Nice 18 Av. des Fleurs, 06000 Nice, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

**Avis conforme n° 004047/KK AC PLU
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Provence - Alpes- Côte d'Azur
concluant à l'absence de nécessité d'évaluation environnementale de la
modification n° 5 du plan local d'urbanisme
de MOUGINS (06)**

N°MRAe
004047/KK AC PLU

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-33 à R.104-37 ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 19 juillet 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Jacques Legaignoux et Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement ;

Vu la réception initiale enregistrée sous le numéro 004047/KK AC PLU en date du 18/07/2025, relative à la modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06) déposée par commune de MOUGINS en application des articles R.104-33 à 37 du Code de l'urbanisme ;

Vu l'avis conforme du n° 001977/KK AC PLU du 22/05/25 soumettant à évaluation environnementale la modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06)¹ ;

Considérant que la commune de MOUGINS, d'une superficie de 26 km², compte 19 677 habitants (recensement INSEE 2022) ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 28/10/2010, n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que la nouvelle version de la modification n° 5 du PLU reprend les éléments de la version précédente, à l'exception des principaux points suivants :

- le rajout d'orientations spécifiques d'aménagement pour la zone à urbaniser du Vicair et un complément sur le caractère, ainsi qu'un complément relatif au caractère, aux occupations et à l'utilisation du sol de la zone urbaine Aua ;
- le retrait des prescriptions concernant les exhaussements et affouillements du sol naturel en zones naturelles NC et NS² ;
- l'extension de l'espace boisé classé (EBC) au droit du nouveau sous secteur urbain Uz ;
- la suppression de la redéfinition de la limite de la zone urbaine UC – Chemin des Campelières³
- l'ajout de compléments à la justification de la création d'emplacements réservés (ER) ;

1 <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/#/public/view-document/6913?prevPage=%23%2Fpublic%2FportalReviews%3FfromDate%3D2025-05-22%26toDate%3D2025-05-23%26place%3DProvence-Alpes-C%25C3%25B4te%2520d'Azur%26searchAll%3D1977>

2 Pages 12 et 13 de l'ancien dossier

3 Page 24 de l'ancien dossier

- la mise à jour des surfaces dédiées aux ER destinées à la réalisation de logements aidés pour actifs dans les programmes d'habitation (art. L 151-41 4° du code de l'urbanisme) ;
- la mise à jour de l'annexe graphique 7-10 – Densité de l'habitat ;

Considérant que l'avis conforme du n° 001977/KK AC PLU a conclu à la nécessité d'une évaluation environnementale en raison de l'augmentation du coefficient d'emprise au sol dans les zones UCc et UD4, ainsi que du reclassement de parcelles en zone Uc qui « *représentent un potentiel de renouvellement urbain* » ; que le dossier initial n'apporte pas d'éléments d'informations sur les incidences sur la ressource en eau de ce « *potentiel de renouvellement urbain* », alors que les bassins versants de la Siagne aval et du Loup subissent des sécheresses récurrentes⁴, et ce dans un contexte de changement climatique ;

Considérant que la nouvelle version de la modification n° 5 du plan local d'urbanisme :

- réévalue à 2 425 m² la superficie des terrains reclassés en zone UC (tous déjà bâtis), contre 16 903 m² dans la version précédente ;
- réévalue à 3 715 298 m² la surface de plancher (SDP) cumulée à l'issue de la procédure, contre 5 195 979 m² auparavant ;
- précise que les eaux usées excédentaires peuvent être absorbées « *largement* » par la station d'épuration à laquelle la communale est raccordée ;
- estime la consommation supplémentaire annuelle d'eau potable à 54 512 m³, soit moins de 0,2 % de la consommation totale de la commune ;

Considérant que le projet de modification du PLU intègre plusieurs mesures visant à limiter les effets de l'artificialisation des sols, à préserver les milieux naturels et à réduire le ruissellement des eaux sur des sols imperméabilisés notamment par l'extension de zones naturelles, la création de périmètres de protection et l'instauration de nouveaux espaces boisés classés (EBC) ;

Considérant que l'auto-évaluation relative à la biodiversité⁵ conclut que le projet de modification du PLU ne présente pas d'incidences environnementales notables négatives et recommande la réalisation d'inventaires naturaliste de terrain préalablement à tout projet de construction, afin d'évaluer et de réduire les risques d'impacts ;

Considérant qu'au regard des éléments transmis par la personne publique responsable et des enjeux connus par la MRAe, la modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

REND L'AVIS CONFORME QUI SUIVIT :

Le projet de modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06) ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la commune de MOUGINS rendra une décision en ce sens.

4 Arrêté préfectoral du 11 août 2023 relatif à la situation de sécheresse dans le bassin versant de la Siagne, et arrêté cadre départemental du 11 septembre 2024 portant révision du plan d'action sécheresse des Alpes-Maritimes

5 Études d'analyses bibliographique et de bases de données réalisées en juin 2025

Le présent avis ne dispense pas des obligations auxquelles ~~le projet présenté peut être soumis par~~ ailleurs. Il ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de MOUGINS (06) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Le présent avis sera mis en ligne sur le portail internet de l'évaluation environnementale.

Fait à Marseille, le 17 septembre 2025

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA

